



Orléans, le 5 mars 2010

COMMUNIQUE DE PRESSE

Réaction à l'article de la République du Centre du 4 mars 2010
sur la "polémique" UMP/PS autour du PRES et de l'université d'Orléans.

Le Front de Gauche du Loiret souhaite apporter quelques éléments sur le fond des choses, plutôt que d'entrer dans une polémique qui cache en réalité la politique destructrice du gouvernement en matière d'enseignement supérieur en région Centre.

Comment l'envoyé du gouvernement Hervé Novelli peut-il se poser en défenseur des universités de la région, et notamment de celle d'Orléans, alors que c'est sa collègue, Valérie Pécresse, qui a engagé une "réforme" de la carte universitaire qui donne la part belle à dix ou douze énormes pôles universitaires au détriment de la grande majorité des petites et moyennes universités, dont celle d'Orléans précisément, sommées de trouver des financements régionaux supplémentaires et de mettre en place des fondations privées pour survivre ?

Les vrais enjeux du PRES qui vient d'être signé sont également obscurcis: la vraie question est de savoir pourquoi les statuts ont été "retoqués" à Paris. Le premier projet de PRES prévoyait que les universités soient membres fondateurs, et les écoles d'ingénieurs membres associés de ce PRES.

Le gouvernement a décidé de faire le forcing pour obliger les universités à accepter les écoles en tant que membres fondateurs, alors qu'il n'y a aucune commune mesure entre les unes et les autres en termes de taille et de rayonnement national et international (nombre d'étudiants et d'enseignants-chercheurs/chercheurs).

Surtout, la participation d'un établissement privé, l'école de management ESCEM, a été également imposée parmi ces nouveaux membres "fondateurs", et on se retrouve aujourd'hui avec un Pôle d'Enseignement Supérieur et de Recherche qui mélange allègrement public et privé et confère une place totalement disproportionnée aux écoles d'ingénieurs.

Par ailleurs, la structuration des PRES pose, elle aussi, un problème de taille, complètement passé sous silence, puisqu'il s'agit de retirer des moyens et un pouvoir de décision aux universités, au profit d'une structure largement opaque et non démocratique.

La position du Front de Gauche est :

- **OUI au développement d'une vraie politique de développement et de coopération** entre établissements d'enseignement supérieur, **NON au « phagocytage » des universités** par les écoles et surtout par le privé.
- **OUI au soutien de la région à la recherche et surtout aux étudiants** pour leur permettre d'étudier dans de bonnes conditions et dans de vraies universités de proximité, pluridisciplinaires et de qualité, **NON à une dérive régionaliste** de la politique de l'enseignement supérieur et de la recherche qui ignore la dimension nécessairement nationale et internationale de cette politique, et qui ne peut qu'accroître encore les inégalités sociales et territoriales.

**Karin Fischer, Parti de Gauche du Loiret,
pour le Front de Gauche - 2e de liste**